

Un pays en panne de projet national

Le journal des Sans Terre publiait le mois dernier une interview du juriste Fabio Konder Comparato, docteur Honoris Causa de l'Université de Coimbra (Portugal), Docteur en Droit de l'Université de Paris (France) et Professeur Titulaire de l'USP (Université de São Paulo), retour sur cet entretien intitulé «**Le Président Ferdinando Henrique Cardoso devrait être jugé par un tribunal populaire pour ses trahisons envers la souveraineté nationale brésilienne**».

Le Brésil connaît depuis le début du siècle des changements importants dans la composition des classes dominantes. Les propriétaires terriens, classe dominante la plus ancienne, ont vu leur pouvoir baisser avec l'apparition d'une classe de commerçants avant les années 30. Ces derniers ont subi la montée des industriels à partir de 1930 et depuis quelques années, les banquiers et les entrepreneurs du système financier international s'imposent comme la classe dominante brésilienne.

Ce processus révèle un glissement du pouvoir de décision à des opérateurs qui agissent non plus comme des nationaux mais comme des opérateurs hermétiques aux problématiques nationales. Ceci replace le Brésil dans une situation initiale de colonisé, de subordination à des intérêts étrangers. La politique de privatisation et celle d'ouverture à la libre circulation des capitaux a conforté et accompagné ce mouvement.

L'élite brésilienne a donc perdu sa capacité à construire un projet national même dans un esprit de concentration des richesses.

Ces changements dans la vie économique et sociale affectent le système politique brésilien mais aussi le système institutionnel du pays, reflétant une crise politique majeure de l'Etat.

Depuis quelques années, la Présidence de la République concentre l'ensemble des pouvoirs. Les deux chambres du Parlement sont dirigées de plus en plus autoritairement. Le pouvoir judiciaire est de plus en plus encadré et la réforme actuelle de la justice fait suite à un courrier de la Banque Mondiale. Le délai de réouverture du procès des coupables du massacre d'Eldorado dos Carajás est l'expression des pressions exercées par l'exécutif sur le judiciaire. L'exécutif devient un instrument au service de la classe dominante, qui est incapable de construire un projet basé sur les enjeux du développement national.

En condamnant fermement le gouvernement de Cardoso, Fabio Konder Comparato pose la question de la construction d'un projet national brésilien permettant la ré-appropriation de l'espace politique national par les Brésiliens. La construction d'un projet national passe par la mise en place d'une organisation capable de diriger l'action populaire. Et sur ce point, les mouvements sociaux et en tout premier lieu le MST, qui a fait preuve de sa capacité à organiser et gérer l'action collective, pourrait être à la tête de ce vaste mouvement tout en recherchant une articulation maximale avec l'ensemble de la société.

Organiser une vaste consultation populaire, sorte de "cahier des doléances", puis formuler un pré-programme qui devra être par la suite rediscuter avec la population, paraît être la seule solution pour ré-instaurer un véritable fonctionnement démocratique au Brésil et contrer de manière forte la concentration actuelle des pouvoirs et proposer un modèle de développement alternatif à la politique néo-libérale actuelle.

"De démocratique, notre régime n'en a que le nom", Fabio Konder Comparato.

Thomas Colmant,
D'après l'interview mené par Nilton Viana du journal Sans Terre, mars 2001.